

PBI

ACTUAIRES ET
CONSEILLERS

Rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021

Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes

Numéro d'agrément auprès de l'Agence du revenu du Canada : 1203231

Numéro d'enregistrement auprès de Retraite Québec : 38001

Date du rapport : 20 septembre 2022

Table des matières

Introduction.....	3
Section 1. Objectifs de l'évaluation	4
Section 2. Faits saillants	5
Section 3. Situation financière	6
Section 4. Cotisations requises.....	11
Section 5. Opinion actuarielle	13
Annexe I. Résumé des dispositions du Régime.....	15
Annexe II. Hypothèses et méthodes actuarielles.....	18
Annexe III. Actif de la caisse de retraite	25
Annexe IV. Participation au Régime	26
Annexe V. Scénarios défavorables, mais plausibles.....	29
Annexe VI. Retrait d'un employeur	31
Annexe VII. Déclaration de conformité	33
Annexe VIII. Sommaire des renseignements actuariels (T1200).....	34

Introduction

Pour donner suite au mandat qui nous a été confié par le Comité de retraite, nous soumettons le présent rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 du Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes (RRFS-GCF ou Régime).

Le RRFS-GCF est un régime de retraite à prestations déterminées interentreprises de type salaire carrière. Il s'agit d'un régime de retraite par financement salarial (RRFS) visé par le *Règlement sur la soustraction de certaines catégories de régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (R-15.1, r 7) tel qu'amendé. Dans le présent contexte, la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (Loi RCR) s'applique telle qu'elle se lisait le 31 décembre 2009 et une référence à une disposition de la Loi RCR doit être lue comme une référence à cette version (avec certaines exceptions).

Le RRFS-GCF est institué par un regroupement de groupes communautaires et de femmes, coordonné à l'origine par Relais-Femmes et par le Centre de formation populaire. Il vise à permettre la participation à un régime complémentaire de retraite à prestations déterminées pour les personnes salariées des groupes communautaires et de femmes, y inclus le secteur de l'économie sociale et des organismes sans but lucratif. La participation au Régime est facultative pour un employeur. Toutefois, la participation des personnes salariées d'un employeur couvert par le Régime est obligatoire, sous réserve des critères d'admissibilité prévus.

L'évaluation reflète l'ensemble des dispositions du Régime indiquées dans le dernier texte complet du Régime (l'amendement n° 11 constitue une refonte complète du texte initial et des amendements précédents) en plus des effets des amendements n° 12 à n° 15, dernier en liste qui est soumis cette année aux autorités gouvernementales concernées pour son enregistrement (contenant notamment l'indexation ponctuelle des rentes créditées au 31 décembre 2021).

Le Régime est enregistré auprès de Retraite Québec et de l'Agence du revenu du Canada, sous les numéros 38001 et 1203231.

Un résumé des principales dispositions du Régime est présenté en annexe.

Section 1. Objectifs de l'évaluation

Les principaux objectifs de l'évaluation actuarielle sont de :

- Déterminer le niveau de capitalisation du Régime;
- Évaluer les impacts découlant de la modification n° 15 (indexation ponctuelle des rentes créditées) et s'assurer que le Régime demeure capitalisé après son application;
- Examiner la solvabilité du Régime, tel que requis par la Loi RCR;
- Déterminer la cotisation d'exercice requise aux fins de la capitalisation des droits prévus au texte du Régime;
- Recommander les cotisations requises à la caisse de retraite, compte tenu, notamment, des éléments précédents, et ce, jusqu'au 1^{er} janvier suivant la transmission du rapport sur la prochaine évaluation actuarielle; et
- S'assurer de la suffisance des cotisations prévues au texte du Régime à cette fin, et ce, pour les trois années débutant le 1^{er} janvier suivant la date du présent rapport.

Le mandat donné par le Comité de retraite est composé des modalités générales suivantes :

- Procéder à l'évaluation conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR) et à la Loi RCR applicables et transmettre ce rapport aux autorités de surveillance;
- Utiliser une marge pour écarts défavorables de 0,75 % par année dans le taux d'actualisation selon l'approche de capitalisation aux fins de déterminer le passif actuariel et la cotisation d'exercice.

Bien que nous ayons effectué cette évaluation actuarielle à la demande du Comité de retraite aux fins de dépôt auprès de l'Agence du revenu du Canada et auprès de l'organisme provincial de réglementation, Retraite Québec, nous sommes conscients que d'autres parties, notamment, les employeurs et les participants du Régime, pourraient utiliser notre travail. Nous nous engageons à suivre les instructions du Comité de retraite en ce qui concerne la communication des conditions de notre mandat ou des résultats de notre travail à ces autres utilisateurs.

Section 2. Faits saillants

L'entrée en vigueur du Régime est le 1^{er} octobre 2008. Les exercices financiers sont de 12 mois, dont le dernier se termine en date du 31 décembre 2021.

À cette date, le Régime compte 10 380 participants dont 6 131 participants actifs répartis parmi 896 employeurs, alors que l'actif sous gestion totalise 127,8 M\$ à sa valeur marchande.

La provision pour indexation future requise en vertu de l'article 122 de la Loi RCR et selon l'hypothèse retenue est pleinement constituée en date de la présente (avant et après modification).

L'excédent d'actif constaté, en sus de cette provision, sur base de capitalisation est de 23,6 M\$ et est suffisant pour capitaliser les droits découlant de l'amendement n° 15, soit pour accorder l'indexation ponctuelle des crédits de rente de tous les participants (actifs, rente différée et rente servie) en fonction de la variation de la hausse observée du coût de la vie de l'année 2021 inclusivement et renflouer la provision pour indexation future relative.

Après cette modification, l'excédent d'actif résiduel est de 19,3 \$.

Le degré de solvabilité au 31 décembre 2021, après modification, est de 110,1 %.

Les cotisations salariales et patronales prévues dans les dispositions du Régime pour le service courant sont suffisantes afin de provisionner adéquatement le Régime pour chacun des exercices visés par le présent rapport (2022 à 2024 inclusivement).

Section 3. Situation financière

Base de capitalisation

À partir des hypothèses et méthodes actuarielles décrites à l'Annexe II et des données telles que résumées à l'Annexe IV, nous avons déterminé le bilan actuariel du Régime en date du 31 décembre 2021.

Situation financière sur base de capitalisation (en '000 \$)

	2021-12-31			2020-12-31
	Après modification ¹	Nouvelles hypothèses	Avant modification	
Valeur de l'actif				
• Actif — Valeur marchande ²	127 802	127 802	127 802	99 357
Actif — Valeur actuarielle	127 802	127 802	127 802	99 357
Engagements du Régime				
• Participants actifs	43 375	42 294	42 294	36 070
• Participants non actifs	15 763	15 561	15 561	12 593
• Participants retraités	9 197	8 956	8 956	6 496
• Cotisations volontaires	<u>5 561</u>	<u>5 561</u>	<u>5 561</u>	<u>4 319</u>
Total des engagements	73 896	72 372	72 372	59 478
Total des engagements en ajoutant la provision pour indexation future	108 488	105 841	104 161	86 732
Situation financière				
Excédent d'actif	19 314	21 961	23 641	12 625
Ratio de capitalisation ³	118,8 %	121,9 %	124,0 %	115,3 %

¹ Les modifications sont celles apportées aux dispositions du Régime (voir l'annexe I)

² Selon le rapport financier au 31 décembre 2021 (voir l'annexe III)

³ Établi sans tenir compte des cotisations volontaires dans l'actif et dans les engagements.

Commentaires sommaires sur le bilan actuariel

Les engagements du Régime sont évalués, dans un premier temps, sans tenir compte de l'impact sous-jacent à l'inclusion de l'indexation annuelle des rentes à une date postérieure à celle de la présente évaluation (**Total des engagements**). Ce sont ces engagements, incluant toutefois les indexations ou revalorisations préalablement accordées au fil des années, qui sont pris en considération afin de déterminer si les participants actifs doivent ou non verser une cotisation d'équilibre spéciale afin de combler tout manque à gagner sous-jacent. Compte tenu du fait que l'actif disponible représente 183 % de ces engagements avant modification et 179 % de ces engagements après modification, donc que le ratio de capitalisation du Régime est supérieur à 100 %, aucun déficit sur base de capitalisation n'est constaté.

La « **provision pour indexation future** » découle de l'application de l'article 122 de la Loi RCR qui stipule que la méthode de capitalisation doit aussi comprendre l'hypothèse de l'indexation des rentes de l'ensemble des participants et bénéficiaires, le 1^{er} janvier de chaque année, selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, non désaisonnalisé, publié par Statistique Canada, jusqu'à concurrence de 4 %. À la suite de l'inclusion de cette provision aux engagements, un excédent d'actif est constaté, avant son utilisation.

L'excédent d'actif est utilisé pour financer la hausse des engagements découlant de l'amendement n° 15 en date de la présente évaluation. Il est à noter qu'une partie de ces engagements découle de la hausse de la provision pour indexation future et relative. À la suite de ces modifications, il subsiste un excédent d'actif de l'ordre de 19,3 M\$.

L'actif en % de la capitalisation « visée » en résultant est donc de 118,8 % (établi en tenant compte de l'objectif de capitalisation prévu à la Loi RCR incluant la « provision pour indexation future »).

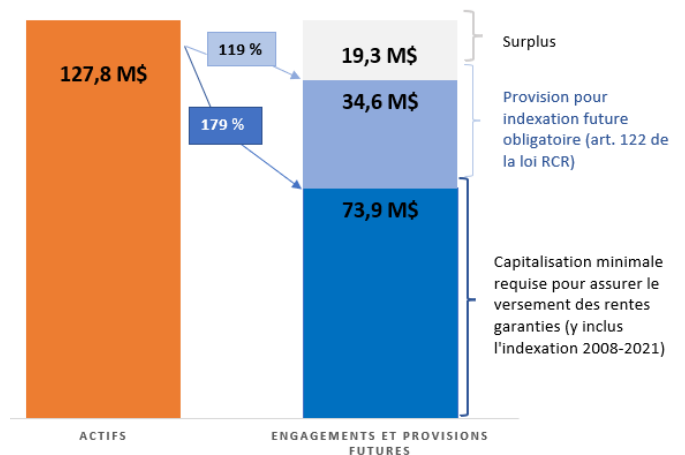
L'excédent d'actif résiduel est inférieur au plafond découlant du sous-alinéa 147.2 (2) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR), soit 25 % des engagements du Régime (incluant la provision pour indexation dans la mesure permise en vertu du sous-alinéa 147.2 (2) c) de la LIR) et aucun surplus excédentaire n'est donc constaté.

Le graphique suivant présente le bilan actuariel en indiquant les différentes provisions requises en fonction de la Loi RCR et de la politique de financement du Régime.

Une mauvaise expérience du Régime ou une hausse non prévue de la valeur des engagements viendront directement réduire l'excédent d'actif (surplus) et si celui-ci n'est pas suffisant, la provision pour indexation future.

Le surplus pourrait aussi être utilisée, conformément à la politique de financement en place, afin d'absorber les coûts du Régime en excédent des cotisations versées (compte tenu d'une augmentation de l'âge moyen du groupe ou encore si des frais plus élevés que ceux provisionnés sont encourus), dans la mesure où les exigences légales sont respectées.

La capitalisation du Régime au 31 décembre 2021



Conciliation de la situation financière

L'excédent d'actif représente l'écart positif de la valeur de l'actif accumulé sur la valeur des engagements qui inclut la provision pour indexation future. Depuis l'évaluation actuarielle précédente, des gains et pertes d'expérience se sont développés.

La conciliation de l'excédent permet de vérifier l'exactitude des calculs des évaluations périodiques, d'expliquer les écarts observés au niveau de la provision actuarielle et de la valeur de l'actif et de s'assurer que les hypothèses actuarielles sont toujours valables pour déterminer le bilan actuariel et la détermination des cotisations courantes.

L'évolution de la situation financière (en '000 \$) depuis la dernière évaluation s'explique principalement comme suit :

1) Projection de la situation financière :

• Excédent d'actif au 31 décembre 2020	12 625
• Intérêts à 5,50 %	694
Excédent projeté au 31 décembre 2021	13 319

2) Expérience 2021 :

• Rendement de la Caisse net de frais de gestion supérieur (inférieur) au taux prévu	8 155
• Frais d'administration moins (plus) élevés que prévu	110
• Cotisation d'exercice versée (démographie, cotisations réelles versus prévues)	373
• Indexation capitalisée, mais non accordée	2 147
• Cessations de participation	(365)
• Survie des retraités	(23)
• Divers et non réconciliés (ajournement, méthodologie, données, etc.)	(75)
Total des impacts de l'expérience	10 322

3) Modifications aux hypothèses et au Régime :

• Modifications aux hypothèses actuarielles	(1 679)
• Indexation 2021 pour les actifs	(1 845)
• Indexation 2021 pour les inactifs et rentes servies	(803)
Total des impacts des modifications	(4 327)

4) Excédent d'actif au 31 décembre 2021 (1 + 2 + 3)	19 314
--	---------------

Commentaires sommaires relatifs à l'expérience du Régime

Nos principaux commentaires sur l'expérience se résument ainsi :

1. Le rendement net des frais de gestion de la Caisse a été supérieur au global à celui prévu pour la période considérée, causant un gain sur l'accumulation de l'actif de la Caisse;
2. Un gain au niveau des frais administratifs est observé, étant donné que ceux-ci ont été inférieurs à ceux provisionnés;
3. La variation de la composition démographique réelle du groupe au cours de la période considérée, en complément à la marge qui avait été projetée entre les cotisations prévues et la cotisation d'exercice résulte en un gain;
4. La capitalisation du Régime implique la reconnaissance d'une provision pour indexation annuelle des rentes créditées. Un gain est observé dû à la libération de cette provision pour la période de 2021;
5. Une perte au niveau des cessations de participation et de la mortalité des retraités est également observée. Notons que les participants sont acquittés en proportion du degré de solvabilité;
6. Les éléments divers incluent entre autres les gains par suite du non-versement de rente pour celles accumulées après l'âge normal, les impacts relatifs à des modifications mineures aux données ainsi qu'aux méthodes applicables à l'évaluation des autres éléments de gains et pertes, notamment l'hypothèse que toutes les transactions surviennent en milieu de période. Le solde non réconcilié est inférieur à 0,06 % des actifs.

Sensibilité des résultats en fonction du taux d'actualisation

L'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 1 % à celui utilisé aurait pour effet d'augmenter la valeur des engagements de l'ordre de 26,1 M\$. Aucun déficit de capitalisation requérant le versement de cotisation d'équilibre de la part des participants actifs n'aurait été constaté, mais le ratio de capitalisation incluant la réserve pour indexation future aurait été de l'ordre de 95 %.

Base de solvabilité

Nous présentons, ci-après, la position financière du Régime sur la base de solvabilité déterminée à partir des hypothèses et méthodes actuarielles, décrites à l'Annexe II, qui reflètent les exigences réglementaires.

Situation financière sur base de solvabilité (en '000 \$)

31 décembre 2021	
Valeur de l'actif	
• Valeur marchande de l'actif	127 802
• Frais de terminaison	<u>(896)</u>
Total de l'actif	126 906
Engagements du Régime	
• Participants actifs	75 819
• Participants non actifs	22 346
• Participants retraités	12 036
• Cotisations volontaires	<u>5 561</u>
Total des engagements	115 762
Situation financière	
Surplus (déficit) actuariel	11 143
Degré de solvabilité⁴	110,1 %

Le degré de solvabilité est supérieur à 100 % et le Régime est solvable.

Le bilan ci-haut indiqué tient compte de la modification projetée au Régime afin d'accorder l'indexation ponctuelle relative à l'année 2021. Notons que le degré de solvabilité avant modification est de 113,0 % et que le coût des modifications de l'amendement n° 15 est de 2 830 200 \$, portant le degré de solvabilité à 110,1 %.

Sensibilité des résultats en fonction du taux d'actualisation

L'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 1 % à celui utilisé dans le présent rapport aurait pour effet d'augmenter la valeur des engagements du Régime sur base de solvabilité de l'ordre de 27,4 M\$ résultant en un degré de solvabilité de 88 %.

⁴ Établi sans tenir compte des cotisations volontaires.

Section 4. Cotisations requises

Cotisation d'exercice

Cotisation afin de capitaliser les prestations (incluant indexation) (000 \$ de 2022)	
Valeur des engagements courants	15 618 \$
Frais d'administration explicites	891 \$
Total – Cotisation prévues	16 509 \$

Au cours de l'exercice financier 2022 (soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022), les cotisations globales prévues, selon les taux de cotisations par employeur énumérés en annexe 1 du texte du Régime, sont de 16,509 M\$, dont 6,914 M\$ seront versés par les participants et 9,595 M\$ par les employeurs respectivement (payable mensuellement).

Notons qu'aucune variation des mensualités de la cotisation n'est établie par la présente évaluation actuarielle du régime, si tel était le cas, elle aurait pris effet à la date de début de l'exercice financier suivant le premier exercice financier auquel se rapporte le calcul de cette cotisation (article 80 de R-15.1, r 7).

Étant donné le constat de la suffisance des cotisations et qu'aucune modification n'est requise eu égard aux taux de cotisations inscrits pour chacune des parties, les cotisations prévues, pour provisionner le régime conformément à la Loi RCR et à la LIR jusqu'à la prochaine évaluation actuarielle, sont comme suit :

Cotisation (M\$) :	2022	2023	2024
Employés	6,914	7,066	7,221
Employeurs	9,595	9,806	10,022
Total	16,509	16,872	17,243

Sensibilité des résultats concernant le coût pour service courant

L'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 1 % à celui utilisé dans le présent rapport aurait pour effet d'augmenter le coût pour engagements courants de 4,9 M\$ (soit à 20,5 M\$).

Coût supplémentaire de solvabilité

L'utilisation de la base de solvabilité résulterait en des engagements cumulés pour 2022 (annualisé) de 18,8 M\$ (en omettant les indexations potentielles). Ce coût supplémentaire permet d'estimer l'évolution annuelle des engagements sous cette base, en lien avec les cotisations réellement versées. Cette approche n'est toutefois pas une mesure appropriée pour déterminer les cotisations nécessaires pour provisionner les engagements du Régime et la réserve d'indexation requise sous la base de capitalisation (soit sous l'hypothèse où le Régime perdure).

Cotisation salariale pour les déficits actuariels

Selon la Loi RCR et son règlement r 7 sur les RRFs, une cotisation d'équilibre n'est nécessaire que si le régime présente un déficit de capitalisation (et aucune réserve d'indexation). Un déficit selon la base de solvabilité n'engendre pas de cotisations d'équilibre. La modification au Régime découlant de l'amendement n° 15 ne crée aucun déficit de capitalisation, et le Régime demeure pleinement capitalisé. Aucune cotisation salariale d'équilibre n'est requise.

Respect des exigences légales

Les cotisations recommandées dans le présent rapport respectent les exigences minimales découlant de la Loi RCR et ne dépassent pas les exigences maximales prévues à la LIR et aux réglementations applicables. À cet égard et compte tenu des circonstances, aucun surplus excédentaire au sens de la LIR n'est constaté.

Cotisations accrues de l'intérêt

Les cotisations requises doivent être versées mensuellement à la Caisse de retraite au plus tard à la fin du mois qui suit leur prélèvement. Toute somme versée en dehors des délais prévus porte intérêt au taux de rendement de la Caisse, pour la période allant de la date de versement requise à la date de dépôt effectif à la Caisse.

Date de la prochaine évaluation et événements subséquents

Le Régime doit faire l'objet d'une évaluation actuarielle complète au plus tard à la date de la dernière fin d'exercice financier du Régime se situant dans les trois ans qui suivent la date de la dernière évaluation actuarielle complète du Régime, soit le 31 décembre 2024 dans le cas présent, à moins que la législation applicable ou que les organismes de surveillance ne requièrent une évaluation à une date antérieure.

Les résultats réels entre le 1^{er} janvier 2022 et la date du présent rapport, hormis l'adhésion de nouveaux employeurs au Régime, n'ont pas été pris en compte. Nous portons à votre attention également que certains employeurs se sont retirés (voir Annexe VI pour la liste des employeurs, dates de retrait, valeurs des engagements relatifs). De plus, un écart entre les résultats prévus et les résultats réels entraînera des gains ou des pertes.

Il n'est survenu, après la date de l'évaluation, aucun événement pouvant avoir, à notre avis, une incidence importante sur les résultats de l'évaluation. Notons toutefois que, bien qu'ils ne s'agissent pas d'événements ayant un impact sur la présente évaluation, les impacts de la pandémie (crise sanitaire) que nous vivons actuellement, les impacts de la guerre en Ukraine (et autres tensions géopolitiques) ainsi que les niveaux ultimes des taux d'intérêts et d'inflation ne sont évidemment pas complètement définis. De plus, la performance connue des marchés financiers (rendements fortement négatifs à ce jour en 2022) aura une incidence probable causant des pertes de rendement (non encore connues) et n'ont pas été considérés au 31 décembre 2021 et seront reflétés lors d'un prochain bilan actuariel. De façon plus substantielle, il se pourrait que suivant l'analyse de ces impacts, que cela amène des révisions sur les conditions d'entreprise de l'employeur (main d'œuvre, horaire, profit) et des répercussions sur la politique de financement ou la politique de placement du régime. Il est évidemment trop tôt pour statuer de tous ces impacts et de les refléter dans des hypothèses de long terme au 31 décembre 2021. Le prochain rapport actuariel sera fait suivant ces analyses et résultats et les hypothèses seront adaptées, le cas échéant, au moment opportun.

Section 5. Opinion actuarielle

La présente évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a été effectuée afin de déterminer le niveau de capitalisation du Régime, de vérifier sa solvabilité et de recommander les cotisations requises pour capitaliser les déficits, le cas échéant, et établir la cotisation d'exercice requise pour la période du 1^{er} janvier 2022, et ce, jusqu'au 31 décembre 2024.

Nous certifions par les présentes que :

- Le Régime ne présente pas de déficit de capitalisation au 31 décembre 2021;
- Le Régime demeure capitalisé après avoir tenu compte des engagements découlant de l'amendement n° 15;
- Les cotisations salariales et patronales prévues dans les dispositions du texte du Régime pour le service courant sont suffisantes afin de provisionner le Régime pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 selon la réglementation applicable;
- Le Régime est solvable et présente un degré de solvabilité de 110,1 % considérant les engagements découlant de l'amendement n° 15;
- Les exigences décrites aux sous-alinéas 147.2 (2)a)(iii) et 147.2 (2)a)(iv) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sont respectées;
- Tel que permis en vertu du sous-alinéa 147.2 (2)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les prestations prises en compte incluent, à titre prévisionnel, les rajustements de coût de vie (avant et après la retraite) étant donné que, même si les modalités du Régime n'en prévoient pas de façon automatique, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils soient apportés; et
- Le Régime ne présente aucun surplus excédentaire au sens du sous-alinéa 147.2 (2)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

À notre avis,

- Les données sur lesquelles s'appuie cette évaluation sont suffisantes et fiables aux fins de celle-ci;
- Cette évaluation a été effectuée à partir d'hypothèses que nous estimons, individuellement et dans l'ensemble, appropriées aux fins de celle-ci; et
- Les méthodes utilisées dans cette évaluation sont appropriées aux objectifs poursuivis.

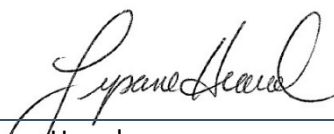
Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada.

L'évaluation actuarielle représente fidèlement la situation financière du Régime de retraite en date du 31 décembre 2021 et est conforme aux normes de capitalisation et de solvabilité prescrites par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*.

Les résultats de l'évaluation actuarielle ne constituent que des estimations qui reposent sur des hypothèses et méthodes qui sont conformes aux principes actuariels reconnus. Les écarts qui surviendront entre l'expérience réelle et celle attendue entraîneront des gains ou des pertes actuariels qui seront constatés lors des évaluations suivantes.



Philippe Ranellucci
Fellow de la Society of Actuaries
Associé de l'Institut canadien des actuaires



Lysane Huard
Fellow de la Society of Actuaries
Fellow de l'Institut canadien des actuaires



Pierre Bergeron - Réviseur conformité
Fellow de la Society of Actuaries
Fellow de l'Institut canadien des actuaires

PBI Conseillers en actuariat ltée
750, boulevard Saint-Laurent, bureau 401
Montréal (Québec) H2Y 2Z4

Montréal, le 20 septembre 2022

Annexe I. Résumé des dispositions du Régime

Entrée en vigueur du Régime

Le 1^{er} octobre 2008.

Type de régime

Le Régime est un régime de retraite à prestations déterminées interentreprises de type salaire carrière. Il s'agit d'un régime de retraite par financement salarial visé par le *Règlement sur la soustraction de certaines catégories de régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (R- 15.1, r 7) (Loi RCR) tel qu'amendé.

Admissibilité et participation

Un employé est admissible et doit adhérer au Régime dès qu'il satisfait l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Un employé régulier est admissible dès son embauche. Il doit adhérer trois (3) mois après cette date, sauf s'il participait déjà au présent régime auprès de son employeur précédent, auquel cas il doit adhérer immédiatement;
- Un employé non régulier doit adhérer après cinq (5) ans de service continu au sein d'un employeur participant au Régime (après 2 ans si l'employé est au service avant le 28 février 2011).

Un employé est admissible et peut adhérer au Régime à compter de son premier jour de travail dans une année civile si, pendant l'année civile précédente, il a reçu d'un ou de plusieurs employeur(s) une rémunération au moins égale à 35 % du MGA ou lorsqu'il a été rémunéré pour au moins 700 heures de travail.

Cotisations régulières de l'employeur et des participants

Employeurs

Selon les règles applicables à chaque groupe, le taux peut varier entre 0 % et 18 % du salaire et doit être au moins égal à 50 % de la cotisation d'exercice unitaire.

Employés

Selon les règles applicables à chaque groupe, le taux peut varier entre 0 % et 18 % du salaire.

Il est à noter que ce Régime est un régime de retraite par financement salarial et que le coût des engagements du Régime, déduction faite de la cotisation patronale indiquée, est à la seule charge des participants actifs.

Salaire cotisable

Le salaire cotisable correspond aux gains versés par l'employeur et cotisables au Régime ou aux gains reconnus en vertu de la section 9 du texte du Régime concernant la participation durant certaines absences. Des spécifications sur des gains à inclure et à exclure de la partie cotisable sont indiquées au texte du Régime.

Retraite normale

La date normale de retraite est le premier jour du mois qui suit ou coïncide avec la date à laquelle la personne participante atteint 65 ans.

Retraite anticipée

Toute personne participante peut choisir de prendre sa retraite le premier jour de tout mois qui suit ou coïncide avec la date à laquelle elle atteint 55 ans. La rente est alors réduite de 0,5 % par mois par rapport à la date de retraite normale.

Retraite ajournée

Lorsqu'une personne participante demeure au service de l'employeur après la date normale de retraite, les cotisations salariales et patronales continuent d'être versées au Régime. La date de retraite ajournée correspond à la date où débute le service de la rente après que la personne participante a cessé tout travail auprès de l'employeur. Le montant de la rente correspond à la rente ainsi accumulée après la date normale de retraite additionnée de la rente à cette date revalorisée par équivalence actuarielle à la date de retraite ajournée. L'âge maximal pour prendre sa retraite est le 1^{er} décembre suivant l'atteinte du 71^e anniversaire.

Prestation viagère de retraite

Rente carrière de base : 10 % de la somme des cotisations salariales et patronales versées dans l'année.

Prestations au décès

Avant la retraite

La valeur de la rente acquise le jour du décès est multipliée par le degré de solvabilité du Régime.

Après la retraite

La forme normale de rente prévoit en cas de décès, après le début du service de la rente, que celle-ci continue à être versée jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été effectués depuis le début du service de la rente.

La Loi exige que tout participant qui a un conjoint au moment de la retraite doit, à moins d'obtenir une renonciation de son conjoint, choisir une rente réversible à 60 %. Cette dernière sera alors l'équivalent actuariel de la rente selon la forme normale.

Prestations en cas de cessation d'emploi

La rente différée à la date de retraite normale.

Les modalités relatives à la retraite anticipée s'appliquent également à la rente différée.

La valeur des droits en cas de transfert est multipliée par le degré de solvabilité du Régime, qu'il soit inférieur ou supérieur à 100 %.

En cas de période d'absence temporaire

Le participant continue d'accumuler ses crédits de rente aussi longtemps qu'il n'y a pas d'interruption de ses cotisations et sous réserve des limites prévues au règlement du Régime et aux législations.

Indexation des rentes

À la suite du dépôt d'une évaluation actuarielle, le Comité peut indexer la rente de chacun des participants et bénéficiaires selon le taux d'augmentation cumulatif de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, jusqu'à concurrence de 4 % par année, en amendant pour ce faire le Régime, et ce, sous réserve des contraintes légales applicables et des règles de financement dont le Comité de retraite s'est doté.

L'historique des indexations accordées est comme suit :

Rentes au 31 décembre	Pourcentage d'indexation des rentes	Date d'entrée en vigueur de l'indexation des rentes
2008	0,62 %	1 ^{er} juillet 2011
2009	0,40 %	1 ^{er} juillet 2011
2010	1,70 %	1 ^{er} juillet 2011
2011	2,80 %	1 ^{er} juillet 2014
2012	1,80 %	1 ^{er} juillet 2014
2013	0,90 %	1 ^{er} juillet 2014
2014	1,80 %	1 ^{er} octobre 2017
2015	1,20 %	1 ^{er} octobre 2017
2016	1,40 %	1 ^{er} octobre 2017
2017	1,50 %	1 ^{er} octobre 2019
2018	2,30 %	1 ^{er} octobre 2019
2019	1,90 %	1 ^{er} octobre 2021
2020	1,00 %	1 ^{er} octobre 2021
2021	2,70 %	1 ^{er} octobre 2022

Annexe II. Hypothèses et méthodes actuarielles

Les droits à la retraite du participant à un régime de retraite agréé sont habituellement capitalisés durant la période pendant laquelle les services de ce participant s'accumulent. Autrement dit, le coût des prestations de retraite est réparti selon une méthode se référant à la période de service du participant. L'évaluation actuarielle permet notamment d'évaluer dans quelle mesure les coûts répartis à l'égard des périodes antérieures à la date d'évaluation (la provision actuarielle) sont couverts par l'actif du Régime.

L'évaluation sur base de capitalisation est une forme d'évaluation actuarielle qui part du principe que le Régime va continuer d'exister indéfiniment. Pour effectuer cette évaluation, il faut d'abord établir deux éléments importants :

- Les hypothèses de capitalisation à l'égard des événements futurs dont dépendent les prestations du Régime; et
- La méthode de capitalisation qui détermine comment les coûts seront répartis sur les périodes de service.

Ensemble, les hypothèses et la méthode de capitalisation forment une base à partir de laquelle l'actuaire peut évaluer le coût du Régime; elles aident aussi à mettre sur pied un programme ordonné de financement du coût définitif du Régime. Toutefois, ce coût ne pourra être établi qu'une fois que l'on connaîtra les résultats du Régime, le rendement des placements et le montant des prestations versées.

Il est important de réviser régulièrement ces hypothèses et méthodes pour s'assurer qu'elles continuent de bien refléter les résultats du Régime et de répondre aux objectifs de financement. Les hypothèses et la méthode de capitalisation utilisées aux fins de la présente évaluation ont été passées en revue et les hypothèses proposées sont présentées ci-après.

Les hypothèses et la méthode relatives à l'évaluation de la solvabilité du Régime, soit la terminaison théorique du Régime à la date d'évaluation, prescrites par la Loi RCR pour leur part, sont également présentées.

Hypothèses actuarielles

Base de capitalisation

Nous comparons les hypothèses retenues avec celles utilisées lors de l'évaluation précédente.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Hypothèses économiques		
Taux annuel de rendement (net de frais)	5,50 %	5,50 %
Taux annuel d'inflation et d'indexation des rentes	4,00 % en 2022 2,20 % à partir de 2023	2,20 %
Intérêts annuels sur les cotisations	5,50 %	5,50 %
Taux annuel d'augmentation des salaires	2,20 %	2,20 %
Crédit de rente maximale selon la LIR	2,20 %	2,20 %
Frais explicites annuels d'administration	891 000 \$ Indexés selon salaire; et implicites de 0,25 % dans le taux d'actualisation	880 000 \$ Indexés selon salaire; et implicites de 0,25 % dans le taux d'actualisation
Facteur d'ajustement sur la cotisation d'exercice au 1 ^{er} janvier (déboursés sur 12 mois avec un décalage d'un mois)	2,93 %	2,93 %
Hypothèses démographiques		
Mortalité selon le sexe, après la retraite seulement	CPM2014 Privé projetée CPM-B	CPM2014 Privé projetée CPM-B
Âge à la retraite	100 % à 65 ans	100 % à 65 ans
Taux de cessation d'emploi	Aucun	Aucun

À notre avis, les hypothèses retenues sont, individuellement et dans l'ensemble, adéquates et appropriées aux fins de cette évaluation. Cependant, les événements réels pourront être différents des hypothèses retenues et se traduire par des gains ou des pertes qui se révéleront au cours des futures évaluations.

Nous donnons ci-après diverses explications additionnelles sur le rationnel sous-jacent à la détermination et au choix des hypothèses.

Inflation et indexation des rentes

L'inflation annuelle observée au Canada au cours des 15 dernières années se situe à 1,7 % comparativement à 1,8 % sur 30 ans et à 3,9 % sur 50 ans. Compte tenu de ces observations, un taux d'indexation de 2,20 % par année est utilisé aux fins de la présente évaluation actuarielle et nous apparaît suffisamment conservateur. Notre hypothèse, bien que plus élevée que la cible de 2 % découlant de la politique monétaire de la Banque du Canada, se situe dans la fourchette visée (1 % à 3 %). Cette politique doit périodiquement être renouvelée et les données historiques nous démontrent qu'un retour à des périodes plus élevées d'inflation est possible. Nous considérons que cette hypothèse économique est appropriée et acceptable en tenant compte des caractéristiques du Régime et de son objectif d'indexation avant et après retraite. Afin de refléter l'inflation plus élevée constatée en 2022, un taux de 4 % a été utilisé pour cette année (soit l'indexation maximale prévue au régime).

Rendement

La politique de placement de l'actif du Régime prévoit une répartition cible à long terme de 53 % en revenus variables et 17 % en revenus fixes (dont 7 % en long terme), auxquels s'ajoute l'immobilier direct canadien et mondial (15 %) et l'équité en infrastructure mondiale (15 %). Nous utilisons un modèle stochastique afin de projeter le rendement de l'actif découlant du portefeuille-cible prévu à la politique de placement, sous l'hypothèse qu'elle perdurera au fil des ans, et en calculant une distribution de probabilité des rendements des placements à long terme selon la catégorie d'actifs visée (hypothèses relatives au rendement des placements, aux écarts-types de chaque catégorie d'actifs prévue et aux corrélations entre le rendement des placements dans les diverses catégories d'actifs). L'hypothèse de rendement de l'actif, fondée sur la meilleure estimation, correspond à la médiane de la distribution des rendements des placements à long terme du portefeuille et inclut les effets de la diversification et du rééquilibrage. Un rendement médian réel (en sus de l'inflation) de 4,54 % en résulte, ce qui nous amène à un taux visé de 6,74 % à long terme⁵. Une provision globale de 0,66 % pour les frais additionnels découlant d'une gestion active est prévue, mais est compensée par un rendement additionnel lié à celle-ci⁶. Aucune valeur ajoutée additionnelle découlant de la stratégie de gestion active des placements n'est considérée. Le rendement espéré est donc évalué à 6,74 % (avant marge).

De ce taux, nous déduisons une marge de 0,21 % pour défrayer les frais de placement liés à une gestion passive des actifs⁷ et de 0,25 % pour défrayer une partie des frais liés à l'administration. Il en résulte un rendement espéré net de la provision pour frais à 6,25 % (arrondi au 0,05 % inférieur). Après discussions et échanges avec le Comité de retraite, nous avons également retranché une marge pour écarts défavorables de 0,75 %. Ainsi, aux fins de la présente évaluation, nous avons utilisé un taux de rendement net de 5,50 %.

Augmentation des salaires

Nous avons supposé que les salaires progressent au même rythme que l'inflation.

Table de mortalité

L'hypothèse de mortalité n'a pas été modifiée et est, selon la table canadienne CPM2014 secteur Privé, projetée de façon dynamique avec l'échelle d'amélioration CPM-B.

⁵ Le rendement présumé est un rendement brut (avant frais) sauf pour les placements alternatifs pour lesquels le rendement présumé est déjà net des frais d'investissement.

⁶ Par une valeur ajoutée correspondante pour les mandats traditionnels et étant donné l'hypothèse de rendement net des frais pour les placements alternatifs.

⁷ Pour les placements autres qu'alternatifs (immobilier et équité d'infrastructure).

Le tableau ci-après illustre l'espérance de vie (calculée sous les modalités d'un paiement de la rente mensuelle sous sa forme normale) en fonction de cette table en date de la présente évaluation et suivant l'hypothèse qu'il n'y ait aucune mortalité avant la retraite.

		Espérance de vie après retraite CPM2014 Privée (CPM-B)	
Âge actuel	Âge retraite	HOMME	FEMME
40 ans	65 ans	88,9	91,0
45 ans	65 ans	88,6	90,8
50 ans	65 ans	88,4	90,6
55 ans	65 ans	88,2	90,3
60 ans	65 ans	87,9	90,1
65 ans	65 ans	87,7	89,9

Âge à la retraite

L'hypothèse retenue se justifie par le niveau de remplacement de revenu accordé par le Régime au moment de l'âge normal de retraite et par le fait que cet âge correspond au premier âge auquel la rente accumulée est versée sans réduction (et que la réduction pour anticipation est près d'un équivalent actuariel).

Taux de cessation et mortalité avant retraite

Étant donné le peu d'expérience disponible et vu l'importance relative de ces événements compte tenu de la taille des groupes, nous avons jugé opportun de ne pas utiliser de probabilités de cessation d'emploi et de mortalité avant la retraite.

Frais annuels d'administration

L'hypothèse retenue (explicite et implicite) est conforme avec le budget d'opération adopté par le Comité de retraite et reflète le fait que la Caisse assume les salaires et charges sociales des employés embauchés par le Comité, les honoraires de l'administrateur externe, de l'actuaire, du vérificateur, les primes d'assurance, etc.

Base de solvabilité

Les hypothèses et les méthodes utilisées pour l'évaluation selon l'approche de solvabilité sont prescrites par la Loi RCR. Le tableau ci-dessous présente sommairement celles-ci.

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Hypothèses économiques		
Taux d'intérêt — participants actifs, et rentes différées	2,3 % pour les dix premières années suivant l'évaluation et 3,4 % par année par la suite	1,40 % pour les dix premières années suivant l'évaluation et 2,90 % par année par la suite
Taux d'intérêt — participants avec rentes servies ⁸	2,77 %	2,42 %
Durée du passif des participants avec rentes servies	10,125	10,5
Provision pour frais de terminaison	896 000 \$	815 000 \$
Hypothèses démographiques		
Mortalité après la retraite	Table CPM2014 projetée avec l'échelle d'amélioration CPM-B	Table CPM2014 projetée avec l'échelle d'amélioration CPM-B
Âge à la retraite	50% à l'âge qui maximise la valeur de transfert (65 ans) et 50 % à l'âge sans réduction de la rente (65 ans)	50% à l'âge qui maximise la valeur de transfert (65 ans) et 50 % à l'âge sans réduction de la rente (65 ans)

Âge à la retraite supposée (pour les rentes non en service)

La personne participante qui aurait été visée par la terminaison en date du 31 décembre 2021 a droit à la valeur de la rente différée payable à l'âge à la retraite ici-haut, et si elle est encore active à cette date, a droit à la valeur de cette rente inclusion faite des avantages accessoires à toute rente à laquelle elle aurait eu droit si elle avait pris sa retraite le jour précédant la terminaison.

Provision pour frais reliés à la terminaison

Nous avons supposé que les frais reliés à la terminaison du Régime s'élèveraient à 896 000 \$, en tenant compte, par exemple, des frais de service actuariels et d'expert-conseil, des frais de production d'un rapport, des frais exigés par Retraite Québec, des frais de règlement des participants et des frais administratifs reliés à la terminaison du Régime.

⁸ Ce taux vise à estimer le coût d'achat des rentes auprès d'un assureur en date du 31 décembre 2021 pour des rentes non indexées.

Méthode d'évaluation

Base de capitalisation

Méthode pour établir la valeur des engagements et la cotisation d'exercice

La méthode utilisée pour cette évaluation actuarielle est la méthode de répartition des prestations constituées. La provision actuarielle indique la valeur actuelle de toutes les prestations futures dues aux années de service antérieures à la date de l'évaluation en tenant compte de la valeur minimale de la prestation payable. Les cotisations pour services courants correspondent à la valeur des prestations pour la période visée par la présente évaluation en tenant compte de la valeur minimale de la prestation payable projetée au cours de l'ensemble de la période de participation prévue d'un participant en fonction de l'hypothèse d'accumulation des cotisations salariales.

La méthode de capitalisation comprend l'hypothèse de l'indexation des rentes de l'ensemble des participants et bénéficiaires du Régime, le 1^{er} janvier de chaque année, selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada jusqu'à concurrence de 4 %.

La cotisation d'exercice, calculée selon cette méthode d'évaluation, est sensible à l'évolution de la composition démographique du groupe, notamment, en ce qui concerne l'âge moyen de la population active.

Par ailleurs, dans le cas d'un régime de grande taille où la composition démographique du Régime est relativement stable et que les hypothèses demeurent inchangées, le coût du Régime ne devrait pas varier de façon importante lorsqu'exprimé en pourcentage des salaires. Nous avons émis l'hypothèse que la composition démographique du groupe serait stable au cours de la période visée par le rapport.

Méthode pour établir la valeur de l'actif

La valeur actuarielle (sur base de la valeur marchande) de l'actif a été utilisée afin de déterminer la position financière du Régime sur base de capitalisation.

Base de solvabilité

Nous avons évalué les engagements du Régime en supposant qu'il y aurait terminaison de celui-ci en date du 31 décembre 2021. Une évaluation de solvabilité, fondée sur l'hypothèse que le Régime se termine à la date de l'évaluation, est une forme d'évaluation de liquidation hypothétique exigée en vertu de la Loi RCR. L'âge à la retraite supposée est indiqué à la section précédente.

La valeur marchande de l'actif a été utilisée afin de déterminer la position financière du Régime sur cette base.

Sauf en cas de terminaison ou de retrait d'un employeur (syndicat) partie à un régime interentreprises, l'acquittement des droits accumulés dans un RRFS se calcule en utilisant la valeur des droits multipliée par le degré de solvabilité du Régime. L'article 84 du *Règlement sur la soustraction de certaines catégories de régimes de retraite à l'application de dispositions* de la Loi RCR prévoit que le degré de solvabilité du Régime considéré pour ce calcul de la valeur de transfert des droits est le plus récent de celui déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle du Régime, de celui établi à la fin du dernier exercice financier terminé du Régime ou de celui déterminé selon la périodicité prévue par le Régime. Une estimation du degré de solvabilité est faite mensuellement.

Les hypothèses, comme indiqué à la section *Base de solvabilité* de la présente annexe, seront celles découlant, à la date de chaque évaluation, des recommandations de l'Institut canadien des actuaires pour l'évaluation des coûts sur base de solvabilité et en fonction des législations et réglementations applicables.

La méthode d'évaluation pour ces évaluations sommaires du degré de solvabilité, autre que celles en date d'une évaluation actuarielle complète, est la même que celle utilisée pour la présente évaluation sous réserve de ce qui suit :

- a) Les rentes créditées aux participants sont celles « confirmées », soit celles pour lesquelles les cotisations ont été effectivement déposées à la Caisse à la date d'évaluation;
- b) La valeur marchande de l'actif mentionné à l'état de caisse, fournie par le gardien de valeurs à la date de l'évaluation (telle quelle, avec frais considérés, le cas échéant, telle que décrite dans cet état de caisse), est utilisée afin d'estimer la position financière du Régime sur base de solvabilité.

La méthode d'évaluation pour la détermination du degré de solvabilité mensuel, entre deux trimestres, est en fait une projection du dernier degré de solvabilité à la fin de la période visée, en fonction du rendement réel réalisé par la caisse et de l'évolution des hypothèses actuarielles applicables en cette fin de mois.

Coût supplémentaire sur base de solvabilité

Le coût supplémentaire de solvabilité correspond à la valeur actualisée au 31 décembre 2021, de la variation totale prévue du passif de solvabilité entre cette date et la date de la prochaine évaluation, rajustée à la hausse pour tenir compte des prestations prévues versées dans cette période. La prochaine évaluation est prévue au 31 décembre 2024 et le coût présenté est le coût annualisé pour cette période considérée.

Pour les participants actifs, la projection du passif de solvabilité au 31 décembre 2024, actualisée au 31 décembre 2021, a été calculée en ne considérant aucun décretement (c.-à-d. chaque participant actif au 31 décembre 2021 est présumé être toujours actif et aucun nouveau participant ne joint le Régime jusqu'au 31 décembre 2024). L'évaluation a donc été effectuée au 31 décembre 2024, avec des données projetées pour considérer le service supplémentaire et les augmentations salariales (avec ajustements appropriés aux rentes et aux cotisations, le taux d'intérêt crédité sur les cotisations ainsi que les taux d'augmentation de salaire étant ceux prévus selon l'approche de capitalisation). Ce passif est calculé selon les méthodes et hypothèses sur base de solvabilité décrites au présent rapport. Le passif a ensuite été actualisé au 31 décembre 2021. Puisqu'aucun décretement n'a été supposé, aucun versement de prestation n'a été déterminé.

Le coût supplémentaire de solvabilité est égal à zéro pour tous les autres participants, sous la prémisse qu'aucune modification aux prestations n'est prévue et que la variation totale dans le passif serait équivalente aux versements de prestations (tient compte de l'hypothèse de mortalité selon l'approche de solvabilité). Il ne considère donc aucun rajustement des prestations des participants actifs, inactifs ou en rentes servies pour donner suite à des indexations pouvant être accordées dans cette période. Le coût supplémentaire n'est toutefois pas influencé par le rendement prévu de l'actif du régime de retraite.

Annexe III. Actif de la caisse de retraite

Évolution de l'actif du Régime

Le tableau suivant détaille l'évolution de l'actif sur la base de sa valeur marchande pour l'exercice financier du Régime du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

	2021
Actif au 1^{er} janvier 2021	99 356 900 \$
Augmentation de l'actif	
Cotisations versées	18 051 100 \$
Revenus de placement (net des frais de gestion)	14 498 800 \$
Réduction de l'actif	
Prestations versées (remboursements et transferts)	2 425 800 \$
Rentes	652 200 \$
Frais (administration)	1 027 200 \$
Actif au 31 décembre 2021	127 801 600 \$

Cette information a été tirée des états financiers de la Caisse de retraite produits par Amstutz inc. à la date de l'évaluation pour l'année 2021. Les informations relatives à l'actif ont fait l'objet de diverses validations de notre part, notamment, quant à leur conformité avec les rapports produits par le fiduciaire et quant aux cotisations versées par l'employeur et participants et celles inscrites aux registres du Régime.

Politique de placement

Le tableau ci-après présente le portefeuille de référence à long terme prévu à la politique de placement.

Classe d'actifs	Pondération cible ultime	% réel de la Caisse	Indice de référence	Duration au 2021-12-31
Revenu fixe	10 %	10,7 %	FTSE TMX Canada Univers	7,4
Revenu fixe long terme	7 %	6,8 %	FTSE TMX Canada Long terme	14,2
Actions canadiennes	20 %	28,9 %	S&P/TSX plafonné	s. o.
Actions étrangères	33 %	33,4 %	MSCI Monde tous pays net dividende (\$ CA)	s. o.
Immobilier	15 %	15,5 %	IPC + 4 %	s. o.
Infrastructure équité	15 %	4,7 %	Rendement absolu net de frais (7-8 %)	s. o.
Total	100 %	100 %		

Un rééquilibrage de la répartition de la caisse est requis après la fin de chaque trimestre, sur une base de valeur marchande, afin de maintenir la répartition d'actifs du portefeuille en lien avec la cible, si l'une ou l'autre des classes d'actifs se trouve à plus de 10 % de sa cible (excluant les classes illiquides comme l'immobilier ou l'infrastructure). Soulignons que la politique prévoit que les sommes non-investies au niveau de l'équité d'infrastructure sont temporairement ajoutées à la cible ultime en actions canadiennes.

Annexe IV. Participation au Régime

Les données sur les participants ont été préparées en date du 31 décembre 2021 et nous ont été fournies par les différents employeurs visés. Sur la base de certaines vérifications effectuées, nous avons jugé les données adéquates et appropriées aux fins de cette évaluation. Nos vérifications ont porté sur les données elles-mêmes ainsi que sur des tests de cohérence des données entre elles. Ces tableaux sont un résumé (les montants sont arrondis au 100 \$ près).

Participants actifs au 31 décembre 2021

Participants actifs	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Nombre d'employeurs inscrits	896	815
Nombre de participants	6 131	5 552
Âge moyen	43,3	43,6
% de participants féminins	84 %	84 %
Rentes annuelles accumulées (avec rachat)	6 710 600 \$	5 603 200 \$
Cotisations salariales et volontaires accumulées (incluant les cotisations pour rachat) ⁹	42 921 900 \$	34 714 500 \$

* Incluant les indexations accordées

Participants actifs (tous¹⁰) au 31 décembre 2021

Participants actifs	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Nombre d'employeurs inscrits	896	846
Nombre de participants	6131 + 159 nouveaux	5 552 + 195 nouveaux
Âge moyen des actifs	43,2	43,6
% de participants féminins	84 %	84 %
Masse salariale annuelle courante	268 617 300 \$	233 020 600 \$
Cotisations salariales et patronales prévues courantes	16 509 000 \$	13 389 400 \$

Les participants actifs qui cotisent via deux employeurs comptent pour un seul participant aux fins des statistiques des présents tableaux.

⁹ Cotisations salariales versées par les employés accumulées (pour le test de la valeur minimale)

¹⁰ Incluant les adhésions courantes

Participants inactifs (avec rente différée) au 31 décembre 2021

Participants non actifs	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Nombre de participants	3 987	3 267
Âge moyen	41,6	41,4
% de participants féminins	83 %	84 %
Rentes annuelles accumulées (somme)	2 081 600 \$	1 681 400 \$
* Incluant les indexations accordées		

Participants retraités et bénéficiaires au 31 décembre 2021

Participants retraités et bénéficiaires	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Nombre de participants	262	210
Âge moyen	69,7	69,3
% de participants féminins	81 %	81 %
Rentes annuelles accumulées (somme)	767 800 \$	537 700 \$
* Incluant les indexations accordées		

Ventilation par groupe d'âge des participants actifs au 31 décembre 2021

Groupe d'âge au 31 décembre 2021	Nombre de participants actifs	Salaire moyen 2022
<20	14	13 900 \$
20-25	247	29 400 \$
25-30	723	35 400 \$
30-35	834	39 200 \$
35-40	874	42 400 \$
40-45	843	45 600 \$
45-50	673	47 200 \$
50-55	640	47 600 \$
55-60	566	47 400 \$
60-65	520	45 800 \$
>65	197	42 200 \$
Total :	6131	42 800 \$

Le salaire moyen ici présenté est le salaire cotisé de 2021 augmenté de l'hypothèse.

Mouvement des participants du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021

	Actifs	Non actifs	Retraités et Bénéficiaires	Total
2020-12-31	5 552	3 267	210	9 029
Adhésions	1 864			1 864
Départs - Décès	(1 285)	1 233	52	0
Terminés		(513)		(513)
2021-12-31	6 131	3 987	262	10 380

Annexe V. Scénarios défavorables, mais plausibles

Un scénario défavorable, mais plausible est un scénario renfermant des hypothèses défavorables, mais possibles relativement aux hypothèses de meilleure estimation choisies pour l'évaluation. Les scénarios considérés visent les événements auxquels la santé financière du régime de retraite est sensible.

Les scénarios présentés à cette section illustrent donc certains événements défavorables, mais plausibles qui pourraient se produire, et leur effet sur la situation financière et le financement requis sur base de continuité en date de la présente évaluation.

Description des scénarios analysés

Risque de taux d'intérêt

Ce scénario présente le risque que les taux d'intérêt sur les titres à revenu fixe diminuent de 1 %, engendrant une réduction du taux d'actualisation de (0,17 %) aux fins de déterminer les provisions actuarielles compte tenu de la proportion des actifs du régime allouée aux titres à revenu fixe. La probabilité que ce scénario se réalise est estimée entre 1 fois sur 10 et 1 fois sur 20. Aucun autre changement ne serait apporté aux hypothèses actuarielles sur base de continuité.

Ajustement compensatoire : Sous ce scénario, le Comité de retraite utiliserait un ajustement compensatoire limitant les effets d'une baisse des taux d'intérêt, par la réduction de la marge dynamique pour écarts défavorables (MED), tel que permis par sa politique interne visant à maintenir la stabilité des cotisations. Celle-ci étant de 0,75 % avant ce scénario, la MED serait alors réduite à 0,58 % et le taux d'actualisation résultant demeurerait de 5,50 %. Au niveau du bilan actuariel, la réserve d'indexation financée ne serait donc pas affectée. Il faut aussi noter que sous ce scénario, la valeur des actifs de type revenus fixes devrait normalement s'apprécier, mais nous ne l'avons pas considéré pour produire le bilan du tableau sommaire qui suit.

Risque de dépréciation de la valeur de l'actif

Ce scénario illustre le risque que les marchés boursiers reculent de 15 %, tout en maintenant les autres hypothèses économiques stables, engendrant une réduction subite de la valeur actuarielle de l'actif. La probabilité que ce scénario se réalise est estimée entre 1 fois sur 10 et 1 fois sur 20. Étant donné le type de bilan qui en résulte et pour illustration, le tableau sommaire présente un bilan considérant une baisse des actifs totaux de 15 %, ce qui sous-entend plutôt une chute abrupte de tous les types de placements (ce qui implique une hausse des taux d'intérêt améliorant les perspectives de rendement futur, ce dont nous n'avons pas tenu compte).

Dans ce scénario, aucun ajustement compensatoire n'a à être effectué. Étant donné l'absence d'impact négatif sur le taux d'actualisation, seule l'utilisation de la réserve d'indexation financée préalablement serait nécessaire et aucun déficit actuariel n'est engendré. Il aurait toujours été possible d'accorder l'indexation.

Risque de longévité

Ce scénario présente le risque que l'espérance de vie à 65 ans (à l'âge de retraite sans réduction et hypothèse de prise de retraite) augmente d'un an. Pour cette fin, chacun des taux annuels de mortalité a été ajusté par une réduction de ceux-ci de 13 % pour les hommes et pour les femmes.

Dans ce scénario, il est prévu augmenter la provision implicite pour frais en réduisant la MED en contrepartie d'une réduction de la provision explicite libérant ainsi une marge suffisante pour compenser la hausse de la cotisation d'exercice. La provision pour indexation demeure pleine et celle-ci peut être accordée. Le total des engagements et la provision pour indexation augmentent, mais le surplus actuariel est suffisant pour compenser cette hausse.

Risque d'inflation

Ce scénario présente le risque que l'inflation soit supérieure à l'hypothèse prévue pour une période de 3 ans avant un retour vers l'hypothèse. Pour cette fin, l'inflation a été évaluée à 4 % par an pendant une période de 3 ans et 2,20 % par an par la suite.

Ajustement compensatoire : Le Comité de retraite aurait plusieurs moyens de pallier au coût additionnel. Il pourrait utiliser des surplus (si le bilan et contexte le permet), diminuer la MED dynamique pour l'établissement de la cotisation d'exercice seulement et/ou établir la valeur des engagements, tel que permis par sa politique interne visant à maintenir la stabilité des cotisations, ou prévoir des cotisations additionnelles. Le bilan ci-après indique l'impact sur les coûts sans préciser la mesure compensatoire.

Sommaire des scénarios analysés ('000 \$)

Évaluation de continuité		Scénario défavorable mais plausible au 31 décembre 2021			
		31 décembre 2021	Risque de taux d'intérêt	Dépréciation de la valeur de l'actif	Risque de longévité
Valeur actuarielle de l'actif	127 802	127 802	108 631	127 802	127 802
Total des engagements <i>(avant réserve)</i>	73 896	73 896	73 896	75 030	73 896
Réserve d'indexation	34 592	34 592	34 592	36 337	38 076
Excédent d'actifs	19 314	19 314	143	16 435	15 830
Ajustement compensatoire et commentaires		Utilisation de la MED et maintien du taux d'intérêt à 5,50%	Aucun déficit Réserve suffisante pour ce choc et capitalisée à 100 %	Avant ajustement possible. Cotisations d'exercice additionnelles	Avant ajustement possible. Cotisations d'exercice additionnelles
Coût des engagements <i>(\$ 2022) Avant frais explicites</i>	15 618	15 618	15 618	16 068	16 168
Cotisations versées 2022	16 509	16 509	16 509	16 509	16 509
Marge disponible <i>(en sus de la MED)</i>	891	891	891	441	341
Espérance de vie (F) d'un retraité de 65 ans	24,4 ans	24,4 ans	24,4 ans	25,4 ans	24,4 ans

Annexe VI. Retrait d'un employeur

Les employeurs suivants se sont retirés :

ID – Nom de l'Employeur	Nb de personnes participantes visées	Date de cessation de participation	Date effective du retrait
65 La Coopérative de consultation en développement La Clé		2020-07-03	2021-12-31

Ces employeurs et leurs employé(e)s ont versé toutes les cotisations requises en date de la prise d'effet du retrait et aucune remise n'est en attente au 31 décembre 2021.

Pour donner suite à ces retraits d'employeurs, x personne participante doit être acquittée selon les modalités applicables dans ce contexte de retrait au 31 décembre 2021. Aucune rente en service n'est impliquée.

Notons que ce sont les rentes mises à jour selon les indexations au 31 décembre 2020 qui ont été considérées dans la valeur des droits présentées ici et dans le bilan établissant le degré de solvabilité, étant donné que l'entrée en vigueur de l'indexation 2021 est le 1^{er} octobre 2022.

Voici la liste des personnes participantes visées pour lesquels les droits n'étaient pas transférés au 31 décembre 2021 ventilées par groupe retiré :

Prénom et Nom de la personne visée	Statut au retrait effectif du groupe*	Valeur des droits en rente (avant multiplication par le degré de solvabilité)
Total groupe		
Grand total des droits des personnes visées par les retraits		3 200 \$

L'actif disponible du régime (donc excluant les frais de terminaison et les cotisations volontaires) et les engagements totaux sur base de solvabilité (en excluant les cotisations volontaires) avant et après le retrait des employeurs au 31 décembre 2021 sont du même ordre respectivement, ce qui résulte en un ratio de solvabilité inchangé (section 3 *Base de solvabilité*). La valeur totale des droits en rente des participants visés par les retraits à cette date (sous les mêmes hypothèses présentées au présent rapport), de l'ordre de 3 200 \$, est donc minime en comparaison de ces actifs disponibles et engagements totaux du régime.

Soulignons qu'aucune des personnes visées par les retraits n'est en rente servie, que la valeur totale des droits à transférer comparativement à la valeur des actifs disponibles pour l'ensemble des participants est faible, du fait qu'il n'y a pas eu de modification (à l'exception des indexations) dans les cinq dernières années et que ces retraits n'ont aucun impact significatif et ne modifient pas le degré de solvabilité calculé.

Compte tenu de ces constats, nous demandons un allègement administratif à Retraite Québec (selon l'article 240.3) pour appliquer un processus simplifié d'acquittement des participants visés.

La valeur acquittée pour chacun des participants visés sera, sous cet allègement, la valeur de transfert multipliée par le degré de solvabilité au 31 décembre 2021 qui avait été statuée pour l'acquittement individuel des droits. La méthode d'évaluation pour des évaluations sommaires du degré de solvabilité, autre que celles en date d'une évaluation actuarielle complète, est présentée à l'annexe II *Hypothèses et méthodes actuarielles*. Le degré de solvabilité au 31 décembre 2021 qui avait été estimé sous cette méthode pour acquitter les droits était de 113 %.

Modalités d'acquittement

Toute somme due à une personne participante visée par la présente annexe porte intérêt entre la date effective du retrait de son employeur et la date de son acquittement réel au taux prévu à l'article 217 de la Loi RCR. Plus précisément, les valeurs de rente sont accumulées au taux utilisé pour le calcul de cette valeur.

Les modalités d'acquittement offertes aux personnes participantes (en rente différée) touchées par le retrait de son dernier employeur sont les suivantes :

- Transfert de la valeur des droits dans l'un des instruments suivants (en fonction des maximums prescrits par le *Règlement de l'impôt sur le revenu* (article 8517)) :
 - 1) Un compte de retraite immobilisé (CRI) ou un fonds de revenu viager (FRV); ou
 - 2) Le régime de retraite d'un nouvel employeur, si ce régime le permet; ou
 - 3) Un contrat de rente auprès d'un assureur.
- Pour les personnes participantes dont la valeur des droits est en deçà de 20 % du maximum des gains admissibles selon le Régime de rentes du Québec, les modalités suivantes sont ajoutées, conformément à la Loi RCR, à celles ci-dessus :
 - 4) Par chèque moins les impôts applicables; ou
 - 5) Transfert vers le REER, en franchise d'impôt tenant compte du maximum prescrit par le *Règlement de l'impôt sur le revenu* (article 8517).

Annexe VII. Déclaration de conformité

Par la présente, nous certifions qu'autant que nous sachions, le texte du régime de retraite, ainsi que les diverses ententes intervenues relatives au régime de retraite ont été fournis à l'actuaire.

De même, les données relatives aux participants qui accumulent des droits en vertu du Régime ont également été fournies à l'actuaire et sont, à notre avis, complètes et exactes.

Tout événement subséquent ni changement majeur à la date d'évaluation dans la participation, qui aurait une incidence importante sur les résultats, n'a été porté à l'attention de l'actuaire.



Anabelle Caron

Coordonnatrice générale

Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes

15 septembre 2022

Date

Annexe VIII. Sommaire des renseignements actuariels (T1200)

Ci-après, le sommaire des renseignements actuariels, formulaire T1200.



Sommaire des renseignements actuariels

Lisez les instructions sur la façon de remplir ce formulaire. Si une question ne s'applique pas, inscrivez S.O.

Partie I – Renseignements sur le régime et cotisations au régime

A. 001. Nom du régime de pension agréé				
Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes (RRFS-GCF)				
B. 002. Numéro d'agrément				
Agence du revenu du Canada : 1203231		Autre : 38001		
C. 003. S'agit-il d'un régime désigné?		D. 004. Date du rapport d'évaluation		E. 005. Date de la fin de la période visée par le rapport
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		Année Mois Jour 2 0 2 1 1 2 3 1		Année Mois Jour 2 0 2 4 1 2 3 1
F. 006. Objet du rapport – Indiquez le ou les motifs de dépôt du rapport				
<input type="checkbox"/> Rapport initial d'un nouveau régime <input checked="" type="checkbox"/> Rapport périodique (triennal ou annuel) d'un régime en cours <input type="checkbox"/> Rapport intérimaire concernant une modification apportée à un régime en cours <input type="checkbox"/> Terminaison partielle du régime <input type="checkbox"/> Terminaison du régime <input type="checkbox"/> Conversion <input type="checkbox"/> Autre (expliquez) _____				
G. Cotisations (avant l'application de tout crédit ou surplus) pour la période visée				
Périodes (lisez les instructions)	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
007. Date de début de la période (AAAA-MM-JJ)	2022-01-01	2023-01-01	2024-01-01	
008. Date de fin de la période (AAAA-MM-JJ)	2022-12-31	2023-12-31	2024-12-31	
Cotisation d'exercice (disposition à prestations déterminées)				
009. Participants	6 914 000,00 \$	7 066 000,00 \$	7 221 000,00 \$	
010. Employeur	9 595 000,00 \$	9 806 000,00 \$	10 022 000,00 \$	
010a. Provision pour frais explicites inclus dans la cotisation d'exercice de l'employeur citée précédemment	891 000,00 \$	911 000,00 \$	931 000,00 \$	
Cotisation d'exercice (disposition à cotisations déterminées)				
011. Participants				
012. Employeur				
Paiements spéciaux				
Paiements spéciaux pour le déficit de continuité et le déficit de solvabilité				
013. Employeur				
013a. Participants				
Cotisations établies				
014. Montants estimatifs des cotisations établies de l'employeur et, s'il y a lieu, des participants (disposition à prestations déterminées)				
014a. Montants estimatifs des cotisations établies de l'employeur et, s'il y a lieu, des participants (disposition à cotisations déterminées)				

Partie II – Renseignements sur les participants et renseignements actuariels

H. Renseignements sur les participants	Nombre	Âge moyen	Moyenne des services ouvrant droit à pension	Salaire moyen	Rente annuelle moyenne
015. Participants actifs	6 131	43,3		42 800,00 \$	1 095,00 \$
016. Participants retraités	262	69,7	S.O.	S.O.	2 931,00 \$
017. Autres participants	3 987	41,6	S.O.	S.O.	522,00 \$
I. Base actuarielle de l'évaluation de continuité (lisez les instructions)					
020. Méthode d'évaluation de l'actif					
<input checked="" type="checkbox"/> Valeur marchande <input type="checkbox"/> Valeur marchande ajustée <input type="checkbox"/> Valeur comptable <input type="checkbox"/> Combinaison de la valeur <input type="checkbox"/> Autre (précisez) _____					
021. Méthode d'évaluation du passif					
<input checked="" type="checkbox"/> Prestations acquises (répartition des prestations) <input type="checkbox"/> Nivellement des cotisations selon l'âge d'adhésion <input type="checkbox"/> Nivellement des cotisations selon les primes individuelles uniformes <input type="checkbox"/> Nivellement global des cotisations net d'actif <input type="checkbox"/> Nivellement des cotisations selon l'âge actuel <input type="checkbox"/> Autre (précisez) _____					

I. Base actuarielle de l'évaluation de continuité (suite)

Hypothèses actuarielles choisies

Lorsqu'un taux uniforme est utilisé, inscrivez ce taux sous la rubrique Taux ultime et inscrivez S.O. sous les rubriques Taux initial et Nombre d'années.

Taux d'intérêt de l'évaluation	Taux initial (%)	Nombre d'années	Taux ultime (%)
025. Participants actifs			5,50
026. Participants retraités			5,50
027. Taux d'indexation			2,20
028. Taux d'augmentation générale des traitements et salaires			2,20
029. Taux d'indexation du MGAP			2,20
030. Taux d'indexation de la rente maximale du Règlement de l'impôt sur le revenu			2,20
031. Taux d'augmentation de l'IPC	4,00	1	2,20

032. Composantes du taux d'intérêt sur une base de continuité aux lignes **025** et/ou **026**

a) Rendement prévu du capital investi du régime, à l'exclusion du rendement supplémentaire de la gestion active de portefeuille.....	6,74	%
b) Rendement supplémentaire prévu de la gestion active de portefeuille.....	0,66	%
c) Dépenses prévues payées à partir du fonds pour la gestion active de portefeuille.....	- 0,66	%
d) Dépenses d'investissement prévues autres que celles déclarées à la ligne 032 c)	- 0,21	%
e) Autres dépenses prévues, y compris les dépenses administratives.....	- 0,25	%
f) Effet du rééquilibrage et de la diversification, s'il y en a.....		%
g) Marges pour les écarts défavorables.....	- 0,75	%
h) Autres composantes.....	- 0,03	%
i) Taux d'intérêt net de l'évaluation de continuité.....	5,5	%

035. Année où l'indexation de la rente maximale du Règlement de l'impôt sur le revenu commence **2 | 0 | 2 | 2**

036. Table de mortalité

- GAM Static de 1994
 Group Annuity Reserving (GAR) de 1994
 UP de 1994
 80 % de la table GAM de 1983
 CPM2014
 CPM2014Publ
 CPM2014Priv
 Autre (précisez) _____

036a. Échelle d'améliorations

- Est-ce qu'une projection des améliorations des taux de mortalité a été faite? Oui Non
- i) A-t-on utilisé une hypothèse visant des améliorations des taux de mortalité sur une base générationnelle?..... Oui Non
- ii) Si applicable, indiquez l'année des améliorations des taux de mortalité.....
- iii) Indiquez l'échelle d'amélioration utilisée
- Échelle AA
 Échelle CPM-B
 Échelle CPM-B1D2014
 Autre (précisez) _____

036b. Ajustement aux tables de mortalité

- i) Est-ce qu'un ajustement aux tables de mortalité a été fait?..... Oui Non
- ii) Si **Oui**, indiquez le pourcentage appliqué aux participants selon leur genre Masculin _____ Féminin _____

037. Provision pour les augmentations attribuables à une promotion, à l'ancienneté et au mérite

- Compris dans (ligne **028**) ci-dessus
 Échelle distincte selon l'âge ou les services
 Aucune provision

038. Provision pour les frais

038a. Provision pour les frais d'investissement

- Implicite
 Explicite
 Implicite et explicite

038b. Provision pour les frais administratifs

- Implicite
 Explicite
 Implicite et explicite

039. S'il s'agit d'un régime interentreprises, indiquez le nombre d'heures de travail par participant et par exercice du régime _____

040. Est-ce qu'une échelle de cessation de participation a été utilisée? Oui Non

041. Est-ce que des taux de retraite variables ont été utilisés?..... Oui Non

042. Si **Non**, indiquez l'âge auquel la retraite est présumée débiter?..... **65**

J. Base actuarielle de l'évaluation de la solvabilité			
Taux d'intérêt de l'évaluation	Taux initial (%)	Période choisie	Taux ultime (%)
045. Prestations devant être acquittées par le transfert en un montant forfaitaire	2,30	10	3,40
046. Prestations devant être acquittées par l'achat d'une rente différée	2,30	10	3,40
047. Prestations devant être acquittées par l'achat d'une rente immédiate			2,77
048. Taux d'indexation			
049. Table de mortalité			
Paiement forfaitaire : <input type="checkbox"/> UP de 1994 générationnelle <input type="checkbox"/> CPM2014Priv <input checked="" type="checkbox"/> CPM2014 <input type="checkbox"/> CPM2014Publ <input type="checkbox"/> Autre (précisez) _____			
Achat de rente : <input type="checkbox"/> UP de 1994 générationnelle <input type="checkbox"/> CPM2014Priv <input checked="" type="checkbox"/> CPM2014 <input type="checkbox"/> CPM2014Publ <input type="checkbox"/> Autre (précisez) _____			
049a. Échelle d'amélioration utilisée			
Paiement forfaitaire : <input type="checkbox"/> Échelle AA <input checked="" type="checkbox"/> Échelle CPM-B <input type="checkbox"/> Échelle CPM-B1D2014 <input type="checkbox"/> Autre (précisez) _____ <input type="checkbox"/> Aucune			
Achat de rente : <input type="checkbox"/> Échelle AA <input checked="" type="checkbox"/> Échelle CPM-B <input type="checkbox"/> Échelle CPM-B1D2014 <input type="checkbox"/> Autre (précisez) _____ <input type="checkbox"/> Aucune			
K. Renseignements sur le bilan (dispositions à prestations déterminées; lisez les instructions)			
050. Valeur marchande de l'actif, rajustée de tout compte débiteur et créateur.....			127 802 000,00 \$
051. Montant des cotisations à recevoir inclus dans la valeur marchande ci-dessus			1 283 000,00 \$
Actif évalué sur une base de continuité			
052. Actif évalué sur une base de continuité.....			127 802 000,00 \$
053. Solde du compte des cotisations accessoires optionnelles inclus dans l'actif évalué sur une base de continuité ci-dessus pour un régime de retraite flexible (s'il y en a)			
Passif évalué sur une base de continuité			
060. Pour les participants actifs			43 375 000,00 \$
061. Pour les participants retraités			9 197 000,00 \$
062. Pour les autres participants			15 763 000,00 \$
063. Pour les prestations accessoires optionnelles qui doivent être prévues dans le cadre d'un régime de pension flexible (s'il y en a)			
064. Réserves			
064a. Dépenses			
064b. Indexation ponctuelle			34 592 000,00 \$
064c. Provision pour écarts défavorables			
064d. Autre (précisez)			
070. Situation de provisionnement net – surplus/déficit			19 314 000,00 \$
071. Cotisations facultatives			5 561 000,00 \$
072. Actif des cotisations déterminées (s'il y en a)			
Évaluation de la solvabilité			
Remplissez les lignes 080 à 100 seulement si le rapport renferme une évaluation explicite de la solvabilité			
Actif évalué sur une base de solvabilité			
080. Actif de solvabilité net de la provision pour les frais de liquidation (s'il y en a).....			126 906 000,00 \$
081. Montant alloué pour les frais de liquidation pris en compte à la ligne 080			896 000,00 \$
082. Solde du compte des cotisations accessoires optionnelles inclus dans l'actif de solvabilité ci-dessus pour un régime de pension flexible (s'il y en a).....			

Passif évalué sur une base de solvabilité

090. Pour les participants actifs	75 819 000,00 \$
091. Pour les participants retraités	12 036 000,00 \$
092. Pour les autres participants	22 346 000,00 \$
093. Pour les prestations accessoires optionnelles qui doivent être prévues dans le cadre d'un régime de pension flexible (s'il y en a)	
094. Réserves	
094a. Dépenses	
094b. Autre (précisez)	
100. Situation de solvabilité nette – surplus/déficit	11 143 000,00 \$
101. Coût supplémentaire	18 830 000,00 \$

Si le régime prévoit des augmentations des prestations au cours de la période visée par le rapport, mais après la date d'évaluation, a-t-on tenu compte de ces augmentations :

102. dans le passif évalué sur une base de continuité aux lignes 060 à 064? Oui Non S.O.
103. dans le passif de solvabilité aux lignes 090 à 094? Oui Non S.O.

Sensibilité au taux d'actualisation

	Changement en pourcentage (taux d'actualisation moins 1 %)	Changement en dollars (taux d'actualisation moins 1 %)	Changement en dollars (taux d'actualisation plus 1 %)
104. Passif évalué sur une base de continuité	24,08 %	26 119 000,00 \$	
105. Cotisation d'exercice	31,43 %	4 908 000,00 \$	
106. Passif évalué sur une base de solvabilité	23,67 %	27 397 000,00 \$	

107. Durée de la portion de passif réputée être réglée par l'achat de rentes **10,13**

L. Gains ou pertes actuariels

110. Est-ce qu'une analyse des gains et des pertes a été effectuée? Oui Non
111. Si la réponse est **Oui** à la ligne 110, indiquez la date du dernier rapport d'évaluation du provisionnement fourni et la situation de provisionnement net à cette date

Année	Mois	Jour
2 0 2 0	1 2	3 1

 **12 625 000,00 \$**

Si la réponse est **Oui** à la ligne 110, indiquez le montant du gain (de la perte) résultant :

112. de l'intérêt sur le surplus (déficit actuariel)	694 000,00 \$
113. de paiements spéciaux effectués	
114. des montants utilisés pour congé de cotisations	
115. d'un changement dans les hypothèses actuarielles	- 1 680 000,00 \$
116. d'un changement dans la méthode d'évaluation de l'actif	
117. d'un changement dans la méthode d'évaluation du passif	
118. de modifications ou de changements apportés au régime	- 2 648 000,00 \$
119. du rendement réel de la caisse du régime	8 155 000,00 \$
120. des statistiques relatives à la retraite	
121. des statistiques de mortalité	- 23 000,00 \$
122. des statistiques relatives aux cessations de participation	- 365 000,00 \$
123. des statistiques relatives aux augmentations de salaire	
124. des cotisations accessoires optionnelles perdues	

Est-ce qu'il y a des sources importantes autres que celles de 112 à 124 ci-dessus? (si **Oui**, précisez)

125. Variation du coût pour service courant	373 000,00 \$
126. Indexation non accordée	2 147 000,00 \$
127. toutes autres sources (combinées)	35 000,00 \$

M. Événements subséquents

135. Est-ce qu'il y a des événements subséquents dont on n'a pas tenu compte dans l'évaluation? (reportez-vous aux NPC)..... Oui Non

N. Énoncés d'opinion

136. Le rapport inclut-il les énoncés d'opinion exigés par les NPC (données, hypothèses, méthodes, normes actuarielles reconnues)? Oui Non
- 136a. Est-ce que des réserves ont été émises dans l'un des énoncés d'opinion de l'actuaire? Oui Non



Partie III – Renseignements requis par l’Autorité ontarienne de réglementation des services financiers

O. Renseignements supplémentaires sur l’évaluation

Aux fins de la partie III, le Règlement fait référence au Règlement 909, R.R.O. 1990, tel qu’il a été modifié, à moins d’indication contraire.

Évaluation de continuité

137. Est-ce que les prestations du régime de pension sont assurées par l’achat de rentes? Oui Non

138. Si la réponse **Oui** à la ligne **137**,

a) Inscrivez la valeur totale des actifs des rentes souscrites sans rachat des engagements telle que déclarée dans le rapport d’évaluation.... _____

b) Inscrivez le passif total qui se rapporte aux rentes sans rachat des engagements tel que déclaré dans le rapport d’évaluation... _____

c) Inscrivez la valeur totale des actifs des rentes avec rachat des engagements non libérées telle que déclarée dans le rapport d’évaluation _____

d) Inscrivez le passif total qui se rapporte aux rentes avec rachat des engagements non libérées tel que déclaré dans le rapport d’évaluation _____

e) Est-ce que des rentes ont été libérées en vertu de l’article 43.1 de la LRRO depuis la date de la dernière évaluation? Oui Non

Si la réponse est **Oui**,

i) Combien de transactions de libération de rentes ont été effectuées depuis la date de la dernière évaluation?..... _____

ii) Inscrivez la prime totale des rentes avec rachat des engagements si l’achat a été effectué depuis la date de la dernière évaluation... _____

iii) Inscrivez le passif évalué sur une base de capitalisation qui se rapporte à la libération de rentes au moment de l’achat _____

iv) Inscrivez la cotisation supplémentaire requise conformément à l’article 4 du Règlement 193/18 de l’Ontario _____

139.1. Est-ce que le régime doit déclarer le montant du surplus actuariel disponible? Oui Non

i) Si la réponse est **Oui**, inscrivez le montant du surplus actuariel disponible _____

139.2. Répartition du total des paiements spéciaux à l’égard du passif non capitalisé évalué sur une base de continuité et aux modifications apportées au régime

Paiements spéciaux à l’égard de :	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Valeur actualisée des paiements spéciaux sur une base de continuité
Passif non capitalisé sur une base de continuité					
139.2a Participants					
139.2b Employeur					
Modifications apportées au régime					
139.2c Participants					
139.2d Employeur					

Provision pour écarts défavorables

139.3. Est-ce que la provision pour écarts défavorables du régime est égale à zéro ou réputée être égale à zéro? Oui Non

Si la réponse est **Non**, remplissez les lignes **139.4** à **139.9**

139.4. Est-ce que le régime est fermé au sens de la composante A du paragraphe 11.2(2) du Règlement? Oui Non

139.5 Cible combinée de répartition de l’actif à revenu fixe, au sens de la composante J du paragraphe 11.2(4) du Règlement..... _____ %

139.6 Durée du passif évalué sur une base de continuité au sens du paragraphe 11.2(5) du Règlement _____

139.7 Provision pour écarts défavorables totale (%)..... _____ %

139.8 Montant de la provision pour écarts défavorables comprise dans la cotisation d’exercice (lignes **9**, **10** et **10a**) _____

139.9. a) Est-ce que le régime fournit les rajustements indexés futurs?..... Oui Non

Si la ligne **139.9a)** indique **Oui**,

b) Est-ce que les coûts futurs des rajustements indexés sont inclus dans le calcul des montants de la provision pour écarts défavorables aux lignes **064c** et **139.8**?..... Oui Non

Si la ligne **139.9b)** indique **Non**,

c) Inscrivez le montant du passif évalué sur une base de continuité qui se rapporte aux rajustements indexés futurs..... _____

d) Inscrivez la cotisation d’exercice qui se rapporte aux rajustements indexés futurs _____

Évaluation de solvabilité

140.1 Si la ligne 137 indique **Oui**,

- a) Inscrivez la valeur totale de l'actif des rentes sans rachat des engagements telle que déclarée dans le rapport d'évaluation ... _____
- b) Inscrivez le passif total qui se rapporte aux rentes sans rachat des engagements tel que déclaré dans le rapport d'évaluation _____
- c) Inscrivez la valeur totale de l'actif des rentes avec rachat des engagements non libérées telle que déclarée dans le rapport d'évaluation .. _____
- d) Inscrivez le passif total qui se rapporte aux rentes avec rachat des engagements non libérées tel que déclaré dans le rapport d'évaluation .. _____
- e) Si la ligne 138e) indique **Oui**,
 - i) Inscrivez le passif évalué sur une base de solvabilité qui se rapporte à la libération au moment de l'achat..... _____

140.2. Inscrivez la valeur totale des paiements de déficit de solvabilité réduit (ou simplement les paiements de déficit de solvabilité, s'il y en a) garantis par une lettre de crédit..... _____

Année	Mois	Jour

140.3 Inscrivez la date d'échéance de la lettre de crédit, s'il y en a _____

140.4 Rajustement de l'actif de solvabilité _____

140.5 Rajustement du passif de solvabilité..... _____

140.6 Déficit de solvabilité réduit _____

140.7 Ratio de solvabilité selon le Règlement (exprimé en format décimal) _____

140.8 Composantes des paiements spéciaux sur une base de solvabilité aux lignes 013 et 013a

Paiements spéciaux qui se rapportent au déficit de solvabilité réduit	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Valeur actualisée des paiements spéciaux sur une base de solvabilité
140.8a Participants					
140.8b Employeur					

141. A-t-on exclu des prestations qui pouvaient être exclues? Oui Non S.O.

142. Si la réponse est **Oui** à la ligne 141, inscrivez le montant total du passif exclu..... _____

144. (i) Est-ce qu'une méthode d'étalement a été appliquée à la valeur marchande de l'actif pour déterminer la valeur du rajustement de l'actif de solvabilité? Oui Non

a) Si la réponse est **Oui** à la ligne (i), inscrivez le montant positif ou négatif par lequel l'actif de solvabilité est ajusté par suite de l'application de la méthode d'étalement..... _____

(ii) Est-ce que la méthode d'étalement servant à déterminer la valeur du rajustement de l'actif de solvabilité a changé depuis la dernière évaluation? Oui Non

Si la réponse est **Oui** à la ligne (ii), remplissez (ii)a ou (ii)b, selon le cas

a) Le changement de méthode a augmenté la valeur du rajustement de l'actif de solvabilité par le montant suivant _____

b) Le changement de méthode a réduit la valeur du rajustement de l'actif de solvabilité par le montant suivant..... _____

P. Divers

145. Solde créditeur de l'exercice antérieur _____

146. Ratio du transfert (utilisez une numérotation décimale)..... _____

Cotisation payable au Fonds de garantie

147. Passif du FGPR _____

148. Base de cotisation au FGPR..... _____

149. Montant du passif supplémentaire pour les prestations de fermeture d'entreprise et de mise à pied permanente, comme il est décrit à la partie E du paragraphe 37(4) du Règlement, tel qu'il a été modifié _____

149a. Nombre de bénéficiaires ontariens du régime _____

Partie IV – Renseignements requis par l'Agence du revenu du Canada

R. Renseignements supplémentaires

173. Surplus/déficit calculé à la date d'évaluation selon les instructions :

173a. Sur une base de continuité	<u>19 314 000,00 \$</u>
173b. Sur une base de terminaison	<u>11 143 000,00 \$</u>
173c. Pour les régimes désignés, sur la base d'une évaluation du financement maximal	_____

174. Surplus excédentaire calculé à la date d'évaluation :

174a. Sur une base de continuité	_____
174b. Pour les régimes désignés, sur la base d'une évaluation du financement maximal	_____

175. Pour les régimes désignés, cotisation d'exercice de l'employeur calculée sur la base d'une évaluation du financement maximal :

Période 1	_____
Période 2	_____
Période 3	_____
Période 4	_____

176. Surplus minimum nécessaire en vertu de la loi sur les prestations de pension applicable, avant que soit pris un congé de cotisations :

176a. Sur une base de continuité	_____
176b. Sur une base de terminaison	_____

177. Montant maximal qui peut être déduit à titre de cotisation admissible de l'employeur, pour une disposition à prestations déterminées, selon le paragraphe 147.2(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu :

177a. Déficit actuariel	_____
177b. Cotisation d'exercice :	
Période 1	<u>9 595 000,00 \$</u>
Période 2	<u>9 806 000,00 \$</u>
Période 3	<u>10 022 000,00 \$</u>
Période 4	_____

178. Indiquez si un participant au régime verse des cotisations qui dépassent le plafond stipulé au paragraphe 8503(4) du Règlement de l'impôt sur le revenu.....

Oui Non

Partie V – Renseignements requis par Retraite Québec

S. Renseignements supplémentaires					
185. Date de préparation du rapport d'évaluation	<u>2022-09-30</u>				
186. Valeur des engagements supplémentaires résultant d'une modification sur la base de capitalisation	<u>2 648 000,00 \$</u>				
187. Valeur des engagements supplémentaires résultant d'une modification sur la base de solvabilité	<u>2 830 000,00 \$</u>				
188. Excédent d'actif qui peut être affecté à l'acquittement de cotisations	_____				
189. Cotisations spéciales	_____				
190. Total des lettres de crédit pris en compte dans l'actif sur la base de capitalisation	_____				
191. Rentes garanties par un assureur prises en compte dans l'évaluation sur la base de solvabilité	_____				
T. Renseignements supplémentaires pour un régime dont l'employeur est une municipalité, un office municipal d'habitation, ou un établissement d'enseignement de niveau universitaire					
Le service antérieur à la création d'un fonds de stabilisation					
192. Réserve sur la base de capitalisation	_____				
	Valeur actualisée	Cotisations d'équilibre			
		Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
193. Déficit imputable à l'employeur					
194. Déficits de capitalisation					
194a. Payable par les participants					
194b. Payable par l'employeur					
Le service postérieur à la création d'un fonds de stabilisation					
195. Valeur du fonds de stabilisation	_____				
		Cotisations de stabilisation			
		Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
196. Participants					
197. Employeur					
	Valeur actualisée	Cotisations d'équilibre			
		Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
198. Déficit technique de capitalisation					
198a. Payable par les participants					
198b. Payable par l'employeur					

U. Renseignements supplémentaires pour un régime autre que ceux visés par la section T et pour lesquels le financement sur base de solvabilité ne s'applique pas

199. Niveau visé (en pourcentage) de la provision de stabilisation

	Cotisation d'exercice de stabilisation				
	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	
200. Participants					
201. Employeur					
	Valeur actualisée	Cotisations d'équilibre			
		Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
202. Déficit technique de capitalisation					
202a. Payable par les participants					
202b. Payable par l'employeur					
203. Déficit de stabilisation de capitalisation					
203a. Payable par les participants					
203b. Payable par l'employeur					
204. Déficit de modification de capitalisation					
204a. Payable par les participants					
204b. Payable par l'employeur					

Partie VI – Attestation de l'actuaire

À titre d'actuaire qui a signé le rapport d'évaluation du provisionnement (le rapport), j'atteste que le présent sommaire des renseignements actuariels correspond exactement aux renseignements fournis dans le rapport.

Fait le 20 jour de septembre, 2022
 (jour) (mois) (année)


 Signature de l'actuaire

Lysane Huard

Inscrivez en caractères d'imprimerie ou dactylographiez le nom de l'actuaire

PBI Conseillers en actuariat ltée

Nom du cabinet

514-764-7842

Numéro de téléphone

Lysane.huard@pbiactuariat.ca

Adresse courriel*

* Information facultative. Veuillez noter que l'Agence du revenu du Canada ne communiquera pas d'information propre à un régime en particulier par courriel puisque nous ne pouvons pas garantir la confidentialité de l'information transmise par courriel.

Les renseignements personnels sont recueillis selon l'article 147.2 de la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'administrer un régime de pension agréé. Ils peuvent également être utilisés pour toute fin liée à l'application ou à l'exécution de la Loi telle que la vérification et l'observation. Les renseignements peuvent être transmis ou vérifiés dans le cadre d'accords de partage des renseignements, dans la mesure où la loi l'autorise. Les particuliers ont le droit, selon la Loi sur la protection des renseignements personnels, d'accéder à leurs renseignements personnels et de demander une modification, s'il y a des erreurs ou omissions. Consultez le fichier de renseignements personnels ARC PPU 226 dans Info Source en allant à canada.ca/arc-info-source.